

**COOPÉRATION  
ALGÉRO-CHINOISE**  
**Mise en place d'un comité  
mixte dans le domaine  
de l'enseignement  
supérieur**

L'Algérie et la Chine sont convenues de créer un comité mixte dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour une «plus grande coopération bilatérale», a indiqué hier le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki, et l'ambassadeur de Chine en Algérie, Liu Yuhé, les deux parties sont convenues de mettre en place, sur la base du principe d'un «partenariat gagnant-gagnant», des projets communs axés sur le jumelage des universités, la production scientifique, l'échange de conférenciers de haut niveau, ainsi que la participation réciproque aux différentes manifestations scientifiques qui seront organisées dans chacun des pays, de même que l'accueil d'un nombre de doctorants au niveau des laboratoires et autres établissements universitaires des deux pays.

Les deux parties, qui ont passé en revue l'état de coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, ainsi que les perspectives de son développement, ont noté «avec satisfaction» la qualité de ces relations, notamment dans le domaine de formation et en matière des différentes actions d'échange d'expériences entre les universités algériennes et chinoises «dont le niveau demeure en deçà des énormes potentialités que recèlent les réseaux universitaires des deux pays», note la même source.

A ce titre, les deux parties ont décidé d'accorder un «intérêt particulier» au volet de la recherche scientifique et du développement technologique. Elles ont manifesté, ainsi, leur volonté d'œuvrer à la mise en place de «projets de recherche fédérateurs et structurants, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, des nanomatériaux, des biotechnologies et des sciences médicales et pharmaceutiques».

Il a été également question de «promouvoir» les relations de partenariat entre les deux pays pour «le renforcement de l'enseignement de la langue chinoise au sein des universités algériennes».

Dans ce cadre, les deux parties se sont entendues de «finaliser le programme d'exécution des échanges en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique pour les années 2014-2017, initié par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de procéder à sa signature à l'occasion d'une prochaine visite ministérielle», précise la même source.

**MALADIES À TRANSMISSION OBLIGATOIRE (MDO)**  
**Le personnel formé pour une  
information en temps réel**

**Avec pour objectif principal d'avoir une information plus rapide et en temps réel sur les maladies à déclaration obligatoire (MDO), une formation a été dispensée hier aux formateurs en vue du lancement d'une phase pilote. Il s'agit d'un projet réalisé en collaboration avec l'Union européenne pour la refonte du système national d'information médicale.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Si les maladies transmissibles sont sous surveillance par les structures de santé, en décembre 2013, la liste de ces maladies a été révisée, a expliqué hier le docteur Boufala Amel, de l'Institut national de la santé publique (INSP).

Pour ce qui est des maladies transmissibles, il s'agit, à titre d'exemple, des maladies à transmission hydrique, le paludisme, les hépatites ainsi que les maladies

sous vaccination. L'objectif essentiel du projet dont la phase pilote et d'essai concerne les wilayas d'Alger, Tipasa et Boumerdès, est d'avoir des indicateurs pour la prise de décision en temps réel, explique l'intervenante.

Ceci à travers l'arrivée de cette information au niveau des directions de la santé publique, de l'INSP et du ministère de la Santé.

«La surveillance des maladies à transmission obligatoire est tou-

jours régie par l'arrêté 179 du 17 novembre 1990», a cependant précisé la spécialiste, qui notera aussi que le personnel a été multiplié par cinq depuis l'année 1990 et n'a pas été formé depuis.

Le docteur Boufala citera également la mise en place du service intranet qui devait assurer l'information de la surveillance épidémiologique.

La formation lancée hier rentre par ailleurs dans le cadre du programme d'appui de l'Union européenne pour le secteur de la santé.

Elle concerne l'amélioration du processus de gestion des déclarations des MDO à partir de la collecte des informations jusqu'à l'envoi des alertes aux respon-

sables. La formation a été en outre consacrée au déploiement de l'outil pour la gestion des maladies à transmission obligatoire et à la formation des formateurs sur l'utilisation de l'outil de gestion des MDO.

Les intervenants mettront ainsi l'accent sur l'inconvénient de l'utilisation de la correspondance par papier pour signaler ces maladies. Il s'agit notamment du retard dans la transmission de l'information et les déperditions des informations.

A terme aussi, la formation touchera tout le personnel concerné sur le territoire national. Selon les intervenants, les textes seront aussi adaptés pour l'application de la nouvelle méthode.

**F.-Z. B.**

**MONNAIE**  
**Cinq types de billets retirés de la circulation**

**Cinq types de billets de banque seront définitivement retirés de la circulation avant fin décembre. C'est ce qu'a annoncé la Banque d'Algérie.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Les billets de cent (100) dinars algériens de type 1981, émis et mis en circulation le 1<sup>er</sup> novembre 1981, et ceux de type 1982, émis et mis en circulation le 8 juin 1982 seront retirés de la circulation.

Les billets de deux cents (200) dinars algériens de type 1983, créés en janvier 1983 et mis en circulation en mars de la même

année, sont également concernés par la décision de la Banque d'Algérie. Idem pour les billets de dix (10) dinars algériens, type 1984 créés et mis en circulation le 10 mars 1984, et ceux de vingt (20) dinars, de type 1983, créés par le décret de janvier 1983 et mis en circulation le même mois. Tous ces billets seront ainsi échangés sans limitation de montant auprès

des banques jusqu'au 31 décembre prochain. Au-delà de cette date, ils ne pourront être échangés qu'auprès des guichets de la Banque d'Algérie. Des billets qui sont pour la plupart, usés et détériorés. Pourtant, assure l'expert directeur général de l'Institut d'émission, Abderrahmane Amour, il n'y a rien à envier au papier du billet de banque utilisé par l'Algérie. «Ce type de papier peut supporter entre 3 000 et 5 000 pliages», précise-t-il. Il cite ainsi

l'exemple des billets de 200 dinars d'ancien type, qui n'ont pas été imprimés en 1994. Pour lui, cela démontre la «forte résistance» du papier. Intervenant hier, au forum d'*El Moudjahid* à Alger, l'ancien cadre de la Banque d'Algérie explique l'«usure» des billets par leur continue utilisation. «Les Algériens n'utilisent que la liquidité et les billets circulent beaucoup et ne reviennent presque jamais dans les banques», dit-il.

**R. N.**

**TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
**L'Algérie engrange 5,6 milliards de dollars de revenus**

**Les télécommunications génèrent de la richesse en Algérie. Une évidence qu'un conseiller au ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication a rappelée, indiquant que les revenus du secteur des télécommunications ont atteint en 2013 quelque 456 milliards de dinars, soit 5,6 milliards de dollars.**

Intervenant hier, à l'occasion d'une journée algéro-suédoise sur le haut débit mobile, M'hamed Dabouz a précisé que les revenus des TIC ont été de 30 milliards de dinars pour les équipements, 9,5 milliards de dinars pour le software et 9,5 milliards de dinars pour les services (soit un total de 600 millions de dollars).

Certes, les TIC ne représentent que 4% du PIB (produit intérieur brut) de l'Algérie, soit en deçà de la moyenne régionale (13,5% en Tunisie et 7% au Maroc) et celle mondiale de 7%. Néanmoins, les services rendus possibles par les TIC de façon indirecte (sur les banques, assurances) contribuent à raison de 45 milliards de dollars à l'économie. Or, une augmentation de 10 % du taux de pénétration du haut débit implique, selon les chiffres de la Banque mondiale, 1,4% du PIB y compris dans les pays du Golfe, 1,2% de productivité et contribue pour un tiers à la croissance. Notons que les pays émergents engagés dans le haut et très haut débit ont réussi à bouleverser leur paysage économique, comme l'Inde et les Philippines qui ont exporté en 2010 respectivement 60 et 13 milliards de dollars de services TIC.

En ce qui concerne l'Algérie, une stratégie a été impulsée en vue d'accélérer le déploiement, économiser dans les coûts et mieux fiabiliser les réseaux, à travers la mutualisation des ressources de fibre optique. Il s'agit notamment de l'affectation des rôles aux promoteurs immobiliers et aux collectivités locales dans le développement des canalisations et de locaux techniques télécoms (cas des nouvelles cités et

localités non encore raccordées par de la fibre optique). De même, le ministère de la Poste et des TIC relève également la nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources de fibre optique excédentaires d'opérateurs hors secteur des télécommunications (Sonelgaz, Sonatrach, SNTF) et d'envisager des mesures relatives à la mutualisation des ressources de réseaux particulièrement de fibre optique et à l'implication des pouvoirs publics dans les investissements visant à diminuer les coûts de la bande passante nationale et internationale.

**La question du coût du haut débit se pose**

Il faudrait ainsi, selon le ministère, accompagner les réseaux par des infrastructures d'optimisation et d'outils de gouvernance de l'internet, y compris sur le plan organisationnel comme les data centers pour l'hébergement aux PME/PMI, aux opérateurs de services et à certaines administrations par la promotion des technologies du Cloud.

En matière de coûts, le rapport souligne enfin qu'il est impératif d'œuvrer pour qu'ils soient à la portée du plus grand nombre d'abonnés sachant qu'en 2013, le coût relatif au PIB d'entrée d'une large bande mobile est de 1,2% mensuel dans les pays développés, de 11,3% à 24,7% dans les pays en voie de développement (selon le type de services).

**C. B./APS**

**PRIX INTERNATIONAL OMAR AOURTILANE**  
**Communiqué de presse**

A l'occasion du 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse, le jury du prix international d'*El Khabar*, Omar Aourtilane, s'est réuni, ce mardi 29 avril 2014 au siège du secrétariat général du prix. Après délibération, le jury a décidé à l'unanimité de décerner le prix dans sa 15<sup>e</sup> édition à deux journalistes :

1. Madame Lina Attalah, journaliste égyptienne indépendante.
2. Monsieur Kamel Daoud, chroniqueur algérien.

Pour leur contribution courageuse à la défense de la liberté de la presse dans un contexte national et international particulièrement difficile pour les pratiques journalistiques.

De plus, le jury du prix international d'*El Khabar*, Omar Aourtilane, après délibération et en l'absence de l'intéressé, a décidé d'honorer notre collègue Zoubir Souissi, fondateur du premier journal algérien indépendant et président du Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie, pour l'exemplarité de son parcours professionnel.

Le jury, présidé par Ahmed Bedjaoui, se compose d'Ali Djerri, vice-président, de l'Italienne Juliana Sgrena, du Jordanien Yahia Chakir, du Marocain Ahmed Boughaba, Zoubir Souissi et Nacer Djabi et en présence de la secrétaire générale du prix M<sup>me</sup> Zakia Aourtilane et veuve du défunt. La remise du prix se déroulera le 3 octobre, date de l'assassinat du martyr de la plume Omar Aourtilane par la horde terroriste.